

15.01.2019 - 11:00 Uhr

Allianz Risk Barometer 2019: les cyberrisques continuent de gagner du terrain

Wallisellen (ots) -

Avec les scandales autour des données, les pannes informatiques de grande ampleur et le renforcement des dispositions sur la protection des données, les entreprises prennent de plus en plus conscience des dangers du cyberspace. Selon l'Allianz Risk Barometer 2019, les cyberincidents font partie - avec les interruptions d'exploitation - des principaux risques commerciaux au niveau mondial. Pour la première fois, ces deux risques se partagent la tête du classement mondial. Les cyberrisques poursuivent ainsi leur inexorable ascension. La crainte de changements juridiques a également fait un bond en avant en Suisse, et se classe désormais dans le top 3.

Le classement des principaux risques commerciaux en Suisse réserve quelques surprises cette année. Les entreprises suisses considèrent toujours l'interruption d'exploitation comme leur principal risque (58%), mais la peur d'une cyberattaque gagne du terrain et se hisse à la deuxième place (48%). Les craintes de changements juridiques pour le secteur économique, notamment induites par les guerres commerciales, les taxes douanières, les sanctions économiques et les incertitudes liées aux négociations sur le Brexit, s'arrogeant pour la première fois la troisième place du classement suisse (29%), à égalité avec le risque de catastrophe naturelle. Autre nouveauté: la pénurie de main-d'œuvre (15%) et l'atteinte à la réputation (10%) font désormais partie du top 10 des préoccupations.

«Le contexte dans lequel évoluent les entreprises est devenu imprévisible; les risques vont en augmentant - l'enquête auprès des professionnels du risque le montre clairement. Il est d'autant plus important pour une entreprise de prendre suffisamment tôt les mesures qui s'imposent pour identifier ses risques potentiels et agir en conséquence», insiste Gregor Huber, responsable Assurances entreprises d'Allianz Suisse. Les assureurs sont des partenaires importants dans ce domaine, dans la mesure où ils offrent un soutien dans l'analyse des risques et fournissent des produits de sécurisation. Allianz Suisse, par exemple, a récemment complété son assurance Cyber Risk pour les PME par un module de couverture «Cyber Crime - Social Engineering», qui inclut les dommages dus à l'escroquerie au moyen d'instructions ou de factures falsifiées.

Cyberrisques: pertes élevées, prise de conscience accrue

Les préoccupations croissantes liées à la cybercriminalité s'expliquent par la multiplication enregistrée en 2018 des scandales sur les données, des cas de piratage et des pannes informatiques. «Nous sommes arrivés à un stade où les entreprises considèrent les cyberrisques comme tout aussi importants que les risques traditionnels», explique Jens Krickhahn, Practice Leader Cyber, AGCS Europe centrale et orientale. Selon les estimations, la cybercriminalité coûte aujourd'hui 600 milliards de dollars (520 milliards d'euros) par an, contre 445 milliards de dollars (385 milliards d'euros) en 2014 (source: Center for Strategic and International Studies). À titre de comparaison, les dommages économiques causés par les catastrophes naturelles des dix dernières années se sont chiffrés en moyenne à 208 milliards de dollars (180 milliards d'euros), ce qui est presque trois fois moins élevé. Dans le cybermonde, les menaces ne viennent plus seulement de pirates informatiques passés maîtres dans l'art du vol de données, de l'escroquerie en ligne ou du cyberchantage. Les groupes de hackers proches des gouvernements sont toujours plus nombreux à sévir sur Internet. Ils s'attaquent aux exploitants d'infrastructures critiques ou cherchent à dérober les secrets commerciaux d'entreprises étrangères.

Interruptions d'exploitation: multiplication des causes, explosion des dommages

Les interruptions d'exploitation occupent la première place de l'Allianz Risk Barometer pour la septième année consécutive. Les causes et les scénarios sont toutefois multiples et toujours plus complexes. L'incendie et les catastrophes naturelles ne sont plus les seuls responsables. Les arrêts de production sont de plus en plus souvent causés par des pannes informatiques, des rappels de produit, des actes terroristes, des troubles politiques ou la pollution. Une analyse actuelle des sinistres réalisée par l'AGCS met en évidence l'importance croissante des interruptions d'exploitation: la quasi-totalité des dommages matériels importants incluent une interruption d'exploitation qui, en règle générale, représente la plus grosse part du sinistre. Autre constat frappant: les cyberrisques et les risques d'interruption d'exploitation sont toujours plus liés, les rançongiciels et les pannes informatiques entraînant souvent une paralysie de la production ou des services. Selon l'Allianz Risk

Barometer, les cyberincidents constituent la cause d'interruption d'exploitation la plus redoutée (50% des réponses), suivis par l'incendie/l'explosion (40%) et les catastrophes naturelles (38%).

Changements juridiques: de nouveaux risques en 2019

L'année 2018 a marqué un tournant dans le commerce mondial. Les entreprises de pays exportateurs comme la Suisse sont donc toujours plus nombreuses à craindre d'éventuels changements juridiques dans les échanges économiques. La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, la hausse des taxes douanières et les sanctions économiques (Russie, Iran) pénalisent le commerce extérieur. Avec les élections prévues en Europe, les faibles perspectives de croissance pour la zone Euro et les États-Unis et l'issue incertaine des négociations sur le Brexit, l'année 2019 apportera son lot de nouveaux risques.

Contact:

AGCS
Heidi Polke-Markmann
Telefon: +49 89 3800 14303, heidi.polke@allianz.com

Daniel Aschoff,
Telefon: +49 89 3800 18900, daniel.aschoff@allianz.com

Allianz Suisse

Bernd de Wall
Telefon: 058 358 84 14, bernd.dewall@allianz.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100008591/100823930> abgerufen werden.